

Asie centrale, une zone-clef pour l'avènement de l'hyperpuissance chinoise

Durant la plus grande partie de l'histoire chinoise, les territoires d'Asie Centrale ont été perçus comme des lieux lointains et inhospitaliers. De ces régions pouvaient déferler les hordes d'envahisseurs nomades. La Chine historique est en premier lieu celle du fleuve Jaune, du bassin linguistique et ethnique han.

La naissance des premières routes de la soie remonterait à la dynastie Han qui lança vers 130 avant JC une expédition dans le but d'entrer en contact dans les régions de Bactriane-Sogdiane, avec le royaume des « Huns blancs », afin de former avec ces derniers une coalition contre les Xiongnu, sans doute les Huns, qui exerçaient une pression militaire sur la dynastie. Il n'y eut pas d'alliance, mais la création de flux commerciaux vers le Moyen-Orient et l'Europe, et c'est cette route qui permit d'amorcer les contacts avec l'Occident.

Tout autres sont les motivations de la Chine aujourd'hui en Asie centrale. La Chine de la dynastie Qing ne fut qu'un témoin impuissant du « Grand Jeu » que se menèrent Russes et Britanniques dans la région, tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à la convention de Saint Pétersbourg en 1907. La RPC, en revanche, y a très tôt affirmé son retour par l'affermissement de sa présence dans les marches occidentales de son territoire (au Tibet depuis 1959, et dans la région autonome du Xinjiang, où elle a maté la résistance des populations indigènes). Elle peut donc aujourd'hui passer à une nouvelle étape de l'expansion de son influence dans cette région grâce à l'outil que représente la « *Belt Road Initiative* » instaurée en 2013.

Le développement économique de la Chine depuis son réveil au début des années 1990 en fait aujourd'hui un averse consommateur de ressources naturelles. L'Asie centrale constitue donc un élément-clef de la stratégie de « ré-émergence » de la RPC : la région est le ventre mou de l'Eurasie, point de passage terrestre entre l'Europe et le Pacifique, et recèle de considérables ressources. Entre 1992 et 2011, les échanges commerciaux entre les cinq pays d'Asie centrale et la Chine sont ainsi passés de 527 millions de dollars à plus de 40 milliards. C'est dans ce contexte que s'explique l'importance des investissements chinois dans la région, en particulier dans l'extraction et

Hors-série 2019

les infrastructures pétro-gazières. Le Turkménistan est aujourd'hui le plus important fournisseur de gaz de la Chine (21 % de sa consommation en 2016, et 68 % des exportations du pays ont la Chine pour destination) ; la Chine est le deuxième partenaire commercial de l'Ouzbékistan et du prudent Kazakhstan ; elle détient plus de 50 % de la dette extérieure du Tadjikistan.

Cette situation s'est accompagnée du développement d'importantes infrastructures non seulement dans le domaine du transport des hydrocarbures, mais aussi dans le domaine ferroviaire, avec l'initiative « *TransEurasian Railway* », visant à dynamiser les connexions entre la Chine et l'Europe. C'est ainsi qu'à la frontière entre Kazakhstan et RPC dans un corridor par lequel transitaient déjà oléoducs et gazoducs a été développée la zone franche de Khorgos et ses impressionnantes installations logistiques et de chemin de fer.

Si la présence chinoise dans la zone est avant tout économique, elle s'accompagne néanmoins et de plus en plus d'un volet sécuritaire. Co-fondatrice en 2011 de l'Organisation de coopération de Shanghai, visant à combattre le terrorisme dans la région, la Chine, arguant du maintien de l'instabilité en Afghanistan, a graduellement renforcé son implication militaire, en particulier en installant de discrets avant-postes sur le territoire tadjik, lui permettant d'opérer dans le corridor de Wakhan. C'est en effet en Asie centrale, où résident 300 000 Ouïghours, et où se sont établis différents mouvements autonomistes armés, que se joue aussi en partie la stabilité du Xinjiang, et des zones occidentales de la RPC.

Face à cette expansion de l'influence et de la présence chinoises, les attitudes fluctuent : certains gouvernements restent prudents et attentifs au maintien de relations équilibrées, notamment avec la Russie voisine. C'est le cas au Kazakhstan, où l'on a pu assister à des réactions sinophobes, renforcées par l'écho des traitements réservés en Chine à la minorité kazakhe. La Russie sait le risque que représente la BRI pour son influence régionale encore forte, héritée de l'URSS. La crise diplomatique avec l'Occident la contraint aussi à une relation coopérative avec la Chine. Mais la démarche chinoise reste très construite : elle consiste à identifier points de faiblesse et ouvertures, y déployer des moyens considérables, financiers et humains, demain probablement militaires, tout en étant prête à prendre son temps, là où les résistances s'avèrent plus fortes que prévu. En cela, elle est fidèle à sa tradition historique, sans doute redoutable et sans équivalent actuel.

Lieutenant-colonel (R) Rémi Paul
vice-président Thales S.A. - directeur pays Russie-Kazakhstan-Belarus